

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-huitième session

Rome, 13-14 septembre 2006

RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR

MÉ MORANDUM DU PRÉSIDENT

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU COULOIR CENTRAL
(PRÊT N° 650-EC)**

MODIFICATIONS AU PROJET

Pour: Approbation

Note à l'intention des Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques sur le présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec la responsable du FIDA ci-après:

Ximena Flores

Chargée du programme de pays

tél.: +39-06-5459-2282

courriel: x.flores@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

tél.: +39-06-5459-2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

RECOMMANDATION D'APPROBATION

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative aux modifications au projet de développement du couloir central (Prêt n° 650-EC) en Équateur, telle qu'elle apparaît au paragraphe 7 ci-dessous.

MÉ MORANDUM DU PRÉSIDENT

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU COULOIR CENTRAL (PRÊT N° 650-EC)

MODIFICATIONS AU PROJET

I. CONTEXTE

1. À sa quatre-vingt-troisième session en décembre 2004, le Conseil d'administration a approuvé un prêt de 9,9 millions de DTS (équivalant à environ 14,8 millions de USD) au profit de la République de l'Équateur à des conditions particulièrement favorables pour l'aider à financer le *Projet de développement du couloir central*. Ce projet a pour objet de relier l'Amazonie aux régions côtières centrales de la partie septentrionale du pays. On estime que ce projet profitera à 36 000 petits exploitants, membres de communautés indigènes et paysannes, femmes et petits entrepreneurs qui vivent le long de l'axe routier joignant Puyo, dans la région amazonienne, à Portoviejo sur la côte.

2. Le coût total du *Projet de développement du couloir central* a été estimé à 24,3 millions de USD, qui seraient financés comme suit: i) un prêt du FIDA de 9,9 millions de DTS (équivalant à environ 14,8 millions de USD); ii) un don du Fonds Équateur-Canada de développement (FECD) de 5,0 millions de USD; iii) une contribution du gouvernement de 1,2 million de USD; et iv) une contribution des bénéficiaires moyennant des mécanismes de partage des coûts, d'un montant total de 3,3 millions de USD.

3. Le retard pris dans la signature du prêt découle d'une période d'instabilité politique et de tensions sociales en Équateur. Un nouveau président a pris ses fonctions en avril 2005, à la suite de quoi des réformes administratives ont été adoptées. Le FECD – cofinanceur à hauteur de 5,0 millions de USD – a été initialement choisi comme organisme d'exécution du projet.

4. Le Procureur général a établi dans son avis juridique daté du 5 juillet 2005 que le FECD ne pouvait pas exécuter le projet en raison de son statut d'organisme privé. Cet avis juridique a fait l'objet d'un débat en 2006 entre le Ministère de l'économie et des finances, le Ministère de l'agriculture, le FIDA et le FECD. Les participants à ces négociations sont convenus que l'exécution du projet serait confiée au Ministère de l'agriculture. Suite à l'avis juridique rendu par le Procureur général, le Ministère de l'agriculture a indiqué dans une lettre datée du 29 mai 2006 que le FECD ne cofinancerait plus le projet. Le 2 juin 2006, le Ministère de l'économie et des finances a informé le FIDA que le Gouvernement de l'Équateur s'engageait à financer la part initialement prise en charge par le FECD et il a officiellement demandé que les ajustements nécessaires soient apportés aux documents relatifs au projet conformément aux nouvelles dispositions institutionnelles et financières.

II. FINANCEMENT DU PROJET RESTRUCTURÉ ET NOUVELLES DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

5. En raison des changements indiqués aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus et afin de garantir l'intégralité du financement du projet, le gouvernement concerné a officiellement informé le FIDA que: i) le FECD s'était retiré du projet; ii) le Ministère de l'agriculture serait l'agent principal du projet ayant la responsabilité globale de sa mise en œuvre; et iii) le gouvernement prendrait en charge le manque à financer créé par le désistement du FECD, moyennant une contribution d'environ

5,0 millions de USD, et il viserait les mêmes objectifs et userait des mêmes mécanismes que convenu lors de l'évaluation préalable.

6. Le coût total estimé du projet reste le même, soit un montant de 24,3 millions de USD. Le financement du coût du projet se ventile comme suit: un prêt du FIDA de 9,9 millions de DTS (équivalant à environ 14,8 millions de USD, soit 61% du coût total du projet), comme approuvé en décembre 2004; une contribution de contrepartie du gouvernement de l'équivalent de 6,2 millions de USD (26%), dont 5,0 millions de USD au titre de sa part de cofinancement proprement dite et 1,2 million de USD de droits et taxes et, enfin, une contribution des bénéficiaires au titre de la participation aux coûts, principalement en espèces, de l'équivalent de 3,3 millions de USD (13%). Un tableau récapitulatif des coûts du projet (non modifiés) et un tableau du plan de financement révisé du projet sont joints au présent document.

III. RECOMMANDATION

7. Dans sa stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale, le gouvernement se montre particulièrement attaché à l'accroissement du financement local. Compte tenu du rôle crucial que joue le programme en la matière, il est recommandé que le Conseil d'administration approuve les nouvelles modalités d'exécution et de financement, qui figureront comme suit dans l'Accord de prêt:

- i) L'organisme chargé de l'exécution du projet sera le Ministère de l'agriculture.
- ii) Le Gouvernement de l'Équateur s'engagera à prendre en charge le manque à financer laissé par le FECD d'un montant estimé à 5,0 millions de USD. Les ressources financeront intégralement la sous-composante "Sous-projets de développement municipal intégré" qui s'inscrit dans la composante de développement d'activités économiques rurales.

Le Président
Lennart Båge

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% du total des coûts de base
A. Planification participative et renforcement des capacités					
Programmes de réduction de la pauvreté rurale	312	---	312	---	1
Renforcement des administrations locales	127	---	127	---	1
Initiatives économiques innovantes	654	---	654	---	3
Sous-total	1 093	---	1 093	---	5
B. Développement d'activités économiques rurales					
Sous-projets de développement municipal intégré	5 940	---	5 940	---	26
Incidations en faveur de la passation de contrats d'assistance technique	5 131	---	5 131	---	22
Investissement dans des biens et services d'intérêt public	945	---	945	---	4
Sous-total	12 016	---	12 016	---	52
C. Gestion des ressources naturelles					
Formation à la gestion des ressources naturelles	281	---	281	---	1
Sous-projets de gestion des ressources naturelles	3 374	---	3 374	---	15
Sous-projets de gestion de l'environnement	402	---	402	---	2
Sous-total	4 057	---	4 057	---	18
D. Traditions locales et diversité culturelle					
Sites culturels	1 330	---	1 330	---	6
Produits porteurs d'identité	847	---	847	---	4
Produits culturels	1 080	---	1 080	---	5
Sous-total	3 257	---	3 257	---	14
E. Gestion et administration du projet	2 499	---	2 499	---	11
Total des coûts de base	22 922	---	22 922	---	100
Provisions pour aléas d'exécution	---	---	---	---	---
Provisions pour aléas financiers	1 372	---	1 372	---	6
Total des coûts du projet	24 295	---	24 295	---	106

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT RÉVISÉ PAR COMPOSANTE
(en milliers de USD)

Composante	FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Contribution du gouvernement (taxes)		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Planification participative et renforcement des capacités													
Programmes de réduction de la pauvreté rurale	280	88,0	-	-	-	-	38	12,0	319	1,3	-	280	38
Renforcement des administrations locales	115	88,0	-	-	-	-	16	12,0	130	0,5	-	115	16
Initiatives économiques innovantes	593	88,0	-	-	-	-	81	12,0	673	2,8	-	593	81
Sous-total	988	88,0	-	-	-	-	135	12,0	1 122	4,6	-	988	135
B. Développement d'activités économiques rurales													
Sous-projets de développement municipal intégré	-	-	4 992	79,2	558	8,8	757	12,0	6 306	26,0	-	5 550	757
Incitations en faveur de la passation de contrats d'assistance technique	4 100	75,0	-	-	1 367	25,0	-	-	5 466	22,5	-	5 466	-
Investissement dans des biens et services d'intérêt public	783	78,6	-	-	214	21,4	-	-	997	4,1	-	997	-
Sous-total	4 883	38,2	4 992	39,1	2 138	16,7	757	5,9	12 769	52,6	-	12 013	757
C. Gestion des ressources naturelles													
Formation à la gestion des ressources naturelles	269	90,9	-	-	27	9,1	-	-	296	1,2	-	296	-
Sous-projets de gestion des ressources naturelles	3 535	98,5	-	-	55	1,5	-	-	3 589	14,8	-	3 589	-
Sous-projets de gestion de l'environnement	351	81,0	-	-	82	19,0	-	-	433	1,8	-	433	-
Sous-total	4 154	96,2	-	-	163	3,8	-	-	4 318	17,8	-	4 318	-
D. Traditions locales et diversité culturelle													
Sites culturels	735	52,5	-	-	664	47,5	-	-	1 400	5,8	-	1 400	-
Produits porteurs d'identité	893	100,0	-	-	-	-	-	-	893	3,7	-	893	-
Produits culturels	854	75,0	-	-	285	25,0	-	-	1 139	4,7	-	1 139	-
Sous-total	2 483	72,3	-	-	949	27,7	-	-	3 432	14,1	-	3 432	-
E. Gestion et administration du projet	2 334	88,0	-	-	-	-	318	12,0	2 653	10,9	-	2 334	318
Total des coûts du projet	14 842	61,1	4 992	20,5	3 250	13,4	1 210	5,0	24 295	100,0	-	23 085	1 210